

MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE

DIRECTION GÉNÉRALE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE

RAPPORT ANNUEL 2021

*Direction des Données de la Régulation et du
Suivi de la Commercialisation*

Rédigé par : Christian OLOWI

05/01/2022

Table des matières

INTRODUCTION	2
1. Le Service du Fichier Minier	2
1.1. <i>Attributions du Service des Fichiers Miniers</i>	2
1.2. <i>Des perspectives et activités à réaliser</i>	3
• <i>Rendre disponible, pour fin utile les, les répertoires des acteurs qui sont dans le circuit de la commercialisation ;</i>	3
1.3. <i>Des résultats des activités</i>	3
2. Le Bureau d'Evaluation et du Contrôle de Diamants et Or (BECDOR)	5
2.1. <i>Des attributions du BECDOR</i>	6
2.2. <i>Des perspectives et activités à réaliser pour l'exercice 2020</i>	6
2.3. <i>Des résultats des exportations de diamants et or</i>	7
2.3.1. <i>Situation des exportations de diamants de l'année 2021</i>	0
2.3.2. <i>Situation des exportations d'or</i>	0
2.3.3. <i>Des prévisions 2021 et taux de réalisation</i>	1
2.3.4. <i>Mis en circulation de nouveaux formats des bordereaux d'achat de diamant et or</i>	2
a) <i>Pour les Agents Collecteurs d'or et diamants bruts</i>	2
b) <i>Pour personne morale (Bureaux d'achat et Bijouteries)</i>	3
3. Centre de Gestion des Informations Géo-scientifiques et des Statistiques Minières	3
3.1. <i>Rappel des attributions du Service</i>	4
3.2. <i>Des perspectives 2020 liées aux attributions</i>	4
3.3. <i>Des résultats des activités entreprises et en cours de réalisation</i>	4
4. Des appuis des partenaires techniques et financiers dans les réalisations	5
4.1. <i>Cadre d'appui du projet DPAM au sein du DDRSC</i>	5
4.2. <i>Cadre d'appui du projet GODICA au sein de la DDRSC</i>	5
5. Défis majeurs	7
CONCLUSION :	8
ANNEXES	9

INTRODUCTION

La crise militaro-politique, avec ses corolaires, a mis en mal le processus de développement du secteur minier, le rendant ainsi vulnérable à la corruption et la contrebande. Mais avec la reprise progressive de l'autorité de l'Etat dans les zones de production minière, mais surtout la stratégie d'alerte, prônée par la DDRSC, à l'endroit des acteurs autorisés à exporter de l'or et de diamants bruts de façon à se conformer aux dispositions règlementaires dans le cadre du respect des délais de détention et la fréquence des exportations, les prévisions 2021 sont dépassées. Il existe bien d'autres raisons à cela. Cependant, les paragraphes suivants visent à montrer un condensé des résultats des trois(03) Services de la « **Direction des Données, de la Régulation et du Suivi de la Commercialisation** » au titre de l'année 2021. Il s'agit de :

- **Service du Fichier Minier ;**
- **Bureau d'Evaluation et du Contrôle de Diamant et Or (BECDOR) ;**
- **Centre de Gestion des Informations Géo-Scientifiques et des Statistiques Minières ;**

Il sera mis en évidence quelques résultats, avec des preuves statistiques de certaines réformes entreprises, malgré des contraintes liées au poids de la mentalité dans la collaboration administratives, se justifiant parfois par des incompréhensions qui ont des incidences sur le fonctionnement de certains services.

1. Le Service du Fichier Minier.

Ce service est tenu par **Mlle MBALACPO YAGBA Prudence Catherine Lilie** et à pour attributions définies au **point 1.1** ci-dessous.

1.1. Attributions du Service des Fichiers Miniers

Nous tenons rappeler que les attributions du service du Fichier Minier sont les suivantes :

- Enquêter et faire enquêter sur la moralité des candidats à la profession des agents collecteurs d'or et de diamants bruts, des acheteurs agréés des bureaux d'achat,
- Traiter toutes les demandes d'agrément relatives à la collecte et à la commercialisation de diamants bruts, de l'or et des autres substances minérales ;
- Emettre les avis techniques, relatifs à la demande d'octroi ou de renouvellement d'agrément des bureaux d'achat ;
- Contrôler les investissements des agents collecteurs étrangers et les bureaux d'achat pour le paiement, conformément au Code Minier ;
- Emettre les projets d'avis d'encaissement aux agents collecteurs et aux collecteurs pour le paiement de leurs patentes ;

- Assurer la vente de carnets d'identité d'agents collecteurs ;
- Veiller à la mise à jour du fichier minier ;
- Dresser un rapport périodique des activités du service.

1.2. Des perspectives et activités à réaliser

- Rendre disponible, pour fin utile les, les répertoires des acteurs qui sont dans le circuit de la commercialisation ;
- Numériser tous les documents d'identification des Agents Collecteurs et Acheteurs des Bureaux d'Achat Import-Export ;
- Réorganiser les archives du service ;
- Collaborer étroitement avec l'USAF et les Services de l'immigration dans les procédures d'enquête de moralité des agents collecteurs et acheteurs des bureaux d'achat d'or et de diamants.

1.3. Des résultats des activités.

L'implication du Service du Fichier Minier pour enquêter sur la moralité des candidats à la profession des agents collecteurs d'or et de diamants bruts, des acheteurs des bureaux d'achat, couplée avec l'émission d'avis d'encaissement aux agents collecteurs pour le paiement de leur patente ont conduit à réaliser les résultats énumérés aux différents points suivants :

- **Bureaux d'Achat Import-Export d'or et diamants bruts**

Entrée en jeu en mars 2020 d'une nouvelle structure d'achat dénommée « **Compagnie Commerciale d'Oubangui, de sigle C.C.O** ». Ce nouveau Bureau d'Achat est largement en tête de tous les exportateurs des diamants bruts en termes de volume officiel exporté en 2020 et 2021. Sa politique d'achat de proximité a réduit la fraude minière.

- **Agents collecteurs d'or et diamants bruts**

90% de la production de diamants bruts sont détenus par ces acteurs de la commercialisations qui constituent la charnière des exploitations artisanales. Le payement et le renouvellement de leur agrément a permis d'enregistrement au niveau du Service de Fichier Minier de 2018 à 2021 les nombres figurant dans le tableau ci-dessous.

Il est à noter qu'un grand nombre des Agents Collecteurs, de nationalité centrafricaine, dépendent financièrement d'autres Agents Collecteurs, plus généralement de nationalité étrangère envers lesquels ils manifestent souvent une forme de révérence, quelque fois avec des pratiques commerciales contraires aux dispositions de la loi.

Répartition annuelle par nationalité et sexe du nombre des Agents Collecteurs agréés.

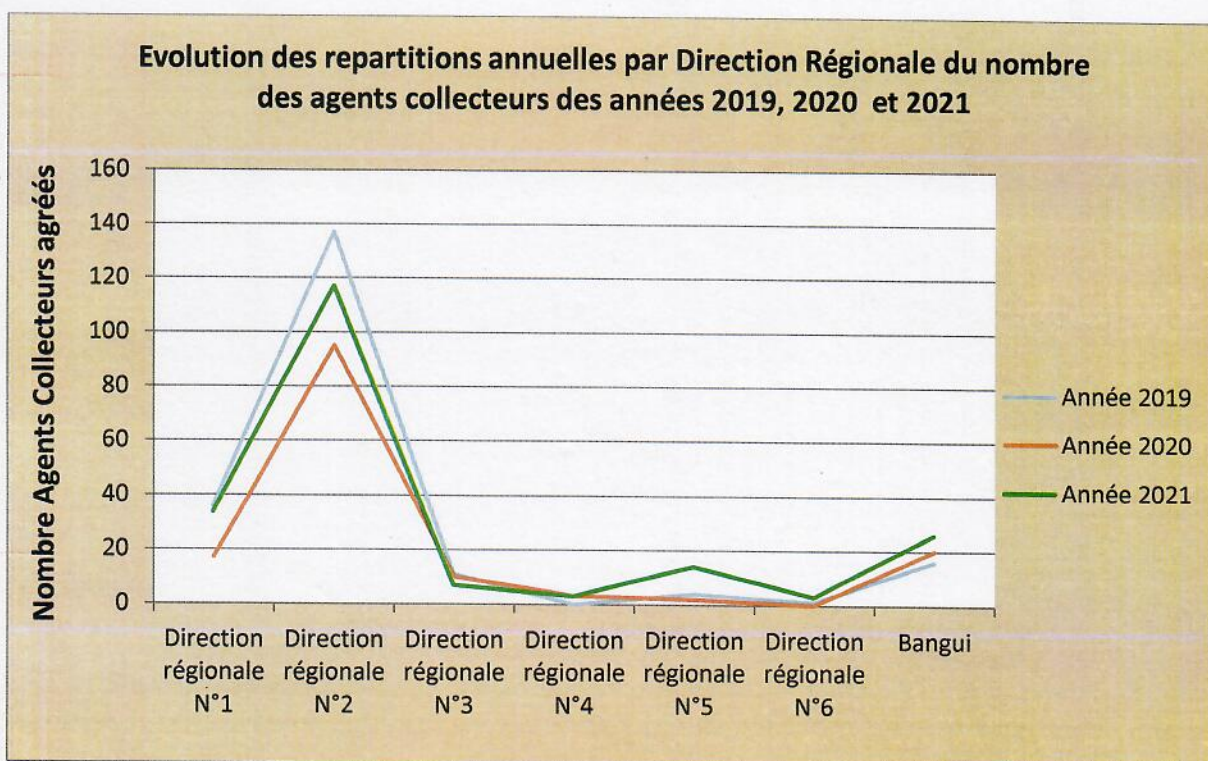
Nationalités	Année 2018			Année 2019			Année 2020			Année 2021		
	Genre		Total	Genre		Total	Genre		Total	Genre		Total
	H	F		H	F		H	F		H	F	
Américaine	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Britannique	2	0	2	1	0	1	1	0	1	0	0	0
Belge	1	0	1	1	0	1	2	0	2	1	0	1
Camerounaise	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0	1
Centrafricaine	171	2	173	156	1	157	102	1	103	161	0	161
Chinoise	1	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0
Congolaise	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Egyptienne	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0
Guinéenne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Israélienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Gambienne	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Indienne	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Libanaise	23	0	23	22	0	22	23	0	23	23	0	23
Malienne	2	0	2	1	0	1	1	0	1	0	0	0
Mauritanienne	17	0	17	15	0	15	12	0	12	13	0	13
Nigérienne	3	0	3	3	0	3	1	0	1	1	0	1
Sénégalaise	0	0	0	1	0	1	1	0	1	0	0	0
Sierra Léonaise	0	0	0	1	0	1	1	0	1	1	0	1
Tchadienne	1	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0
TOTAL	224	2	226	204	1	205	146	1	147	204	0	204

Source : CGIGSM

Répartition annuelle par Direction Régionale du nombre des Agents Collecteurs Agréés

N°	Régions	Nombre Collecteurs Année 2019	Nombre Collecteurs Année 2020	Nombre Collecteurs Année 2021
1	Direction régionale N°1	36	17	34
2	Direction régionale N°2	137	95	117
3	Direction régionale N°3	11	10	7
4	Direction régionale N°4	0	3	3
5	Direction régionale N°5	4	2	14
6	Direction régionale N°6	1	0	3
7	Bangui	16	20	26
	Total	205	147	204

Source : CGIGSM



- **Des recettes engendrées par les activités liées au Service.**

Les renouvellements et les nouvelles attributions des agréments des Agents Collecteurs constituent l'activité principale qui génère des recettes fiscales, puis autres frais dans certains services de la police judiciaire permettant à l'Etat de faire face à une partie de ses charges régaliennes. Le tableau ci-dessous présente la situation des recettes relatives aux patentes enregistrées :

	Nombre 2020	Montant Patente 2020 (en F CFA)	Nombre 2021	Montant Patente 2021 (en F CFA)
Renouvellement et attribution agréments Agents Collecteurs	147	94 180 000	204	128 180 000
Vente Carnet d'Identification	147	735 000	204	1 020 000
Montant total des recettes		94 915 000		129 200 000

2. Le Bureau d'Evaluation et du Contrôle de Diamants et Or (BECDOR)

Le BECDOR est le Service phare de contrôle et suivi de production et des exportations des pierres, métaux précieux et semi-précieux produits sur toute l'étendue du territoire. Ses attributions sont, en partie, assujetties par une réglementation du **Secrétariat Permanent du Processus de Kimberley en abrégé SPPK**, définie dans un Cadre

Opérationnel mis en place en 2014, puis revu en 2019, sur la transparence de la commercialisation et des exportations des diamants.

2.1. Des attributions du BECDOR

Les attributions de ce service sont les suivantes :

- Expertiser et évaluer les diamants bruts, taillés, de l'or et autre pierre et métaux précieux destinés à l'exportation et des produits de saisie opérée par l'USAF et ;
- Elaborer et établir la documentation et la réglementation relative à la commercialisation et l'exportation des pierres et métaux précieux ;
- Veiller à la traçabilité des produits miniers par :
 - L'exploitation et le suivi des bordereaux d'achat des bureaux d'achat import-export (BAIE) et des collecteurs ;
 - Le contrôle des diamants bruts et visas des carnets des collecteurs à l'arrivée et au départ de Bangui ;
- Organiser les procédures d'exportation des produits miniers en émettant des avis d'encaissement, des taxes et droit à l'exportation et de s'assurer du recouvrement ;
- Contrôler la mise en caissette des produits d'exportation après expertise et évaluation, et la pose des celées sur les caissettes ;
- S'assurer du prélèvement des quotes-parts et redevances revenant au département ;
- Escorter les caissettes depuis le bureau d'expertise jusqu'à l'aéroport où il est procédé au dernier contrôle des celées ;
- Fournir des données pour l'établissement des statistiques des diamants bruts et or ;
- Initier un programme de formation continue des Experts évaluateurs

2.2. Des perspectives et activités à réaliser pour l'exercice 2020

A l'issue d'une réunion technique regroupant les Experts Evaluateurs en début d'année 2020, les principaux axes des activités sont définis ainsi qu'il suit :

- Conservation de l'équipe de travail relative à l'organisation interne mise en place ;
- Consolidation des données en synergie avec le Centre de **Gestion des Informations Géo-Scientifiques et des Statistiques Minières** (CGIGSM) en uniformisant les types des fichiers ;
- Validation et vulgarisation du nouveau format de la fiche de transfert ;
- Sensibilisation des artisans à transférer aussi leur production vers les grandes villes minières ou à Bangui dans les sachets inviolables, selon les conditions du marché qu'ils jugent favorables ;

- Organisation d'une réunion d'urgence avec les acteurs habilités à exporter;
- Ouverture obligatoire des centres secondaires en respect du code minier;
- Reconduction de la valeur minimale après toilettage des Bureaux d'Achat;
- Envoi des statistiques de 2018 à tous les acteurs habilités à exporter ;
- Réactualisation de la note de mise en demeure suivi des pénalités;
- Sollicitation des formations et des renforcements des capacités des Experts Evaluateurs auprès des partenaires techniques ;
- Intégration du marché de diamants et or centrafricains aux conditions du marché international ;
- Séparation du bordereau d'achat de diamants à celui de l'or, en vue d'une meilleure lisibilité et traçabilité dans la commercialisation des pierres, métaux précieux et semi-précieux.

2.3. Des résultats des exportations de diamants et or.

Les résultats ou réalisations dont il est question d'en faire mention dans ce rapport résultent de l'engagement, de la détermination des collaborateurs associés, aussi bien du soutien de la hiérarchie dans la compréhension d'exécution des tâches inhérentes aux activités définies et de certains acteurs du secteur.

La sensibilisation de nos acteurs lors de nos contrôles de routines ici à Bangui, a fait prendre conscience à certains à faire leurs ventes dans le circuit légal. L'implantation des structures d'achat telles que les fonderies, a contribué à accroître le volume de production des exportations en or. En outre, la validation d'agrément du Bureau d'Achat d'or et diamants bruts dénommé « **Compagnie Commerciale d'Oubangui, en abrégé CCO** » en mars 2020, a donné une forte impulsion en terme d'achat des diamants dans les zones conformes du Sud-Ouest, avec des résultats visibles illustrés par les tableaux et graphiques suivants :

2.3.1. Situation des exportations de diamants de l'année 2021.

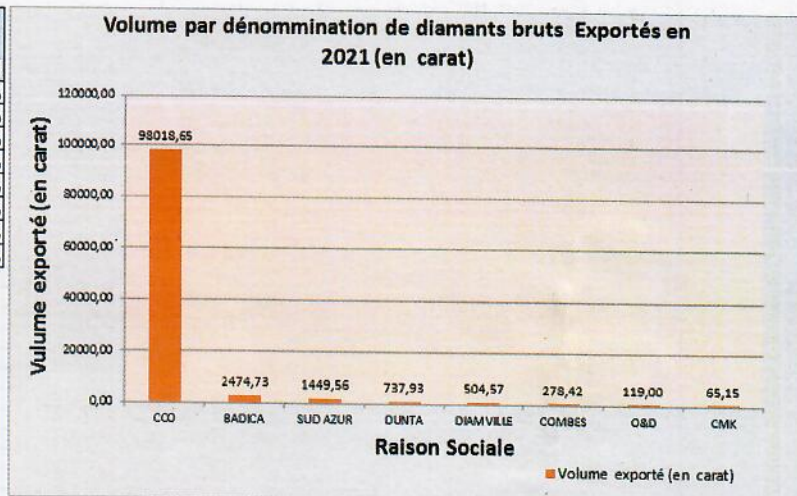
Récapitulatif des volumes de diamants bruts exportés par dénomination, les valeurs taxables et les montants des taxes perçues

N°	Exportateur	Raison Sociale	Volume exporté (en carat)	Valeur Taxable VT (en FCFA)	Valeur Taxable (en Dollar US)	TAXES					Total Taxes perçues=4,00%* VT (en F CFA)
						IMF=1,25%* VT (en F CFA)	DS=1,50%*VT (en F CFA)	RIEF=0,25%*VT (en F CFA)	PDSM=0,50%* VT (en F CFA)	SPPK=0,50%* VT (en F CFA)	
1	BADICA	BUREAU D'ACHAT	2474,73	118 564 216	209 848	1 482 053	1 778 463	296 411	592 821	592 821	4 742 569
2	CCO	BUREAU D'ACHAT	98018,65	5 746 969 305	7 341 096	71 837 116	86 204 540	14 367 423	28 734 847	28 734 847	229 878 772
3	DIAMVILLE	BUREAU D'ACHAT	504,57	126 315 852	173 966	1 578 948	1 894 738	315 790	631 579	631 579	5 052 634
4	DUNTA	BUREAU D'ACHAT	737,93	71 213 969	127 624	890 175	1 068 210	178 035	356 070	356 070	2 848 559
5	SUD AZUR	BUREAU D'ACHAT	1449,56	246 378 460	451 606	3 079 731	3 695 677	615 946	1 231 892	1 231 892	9 855 138
6	CMK	COOPERATIVE	65,15	20 000 000	25 748	250 000	300 000	50 000	100 000	100 000	800 000
7	COMBES	COOPERATIVE	278,42	20 000 000	15 665	250 000	300 000	50 000	100 000	100 000	800 000
8	O&D	COOPERATIVE	119,00	41 690 000	32 607	521 125	625 350	104 225	208 450	208 450	1 667 600
TOTAL			103648,01	6 391 131 802	8 378 159	79 889 148	95 866 977	15 977 830	31 955 659	31 955 659	255 645 272

Source : CGIGSM – BECDOR

Une autre forme de lecture de ce résultat peut se faire par le graphique suivant :

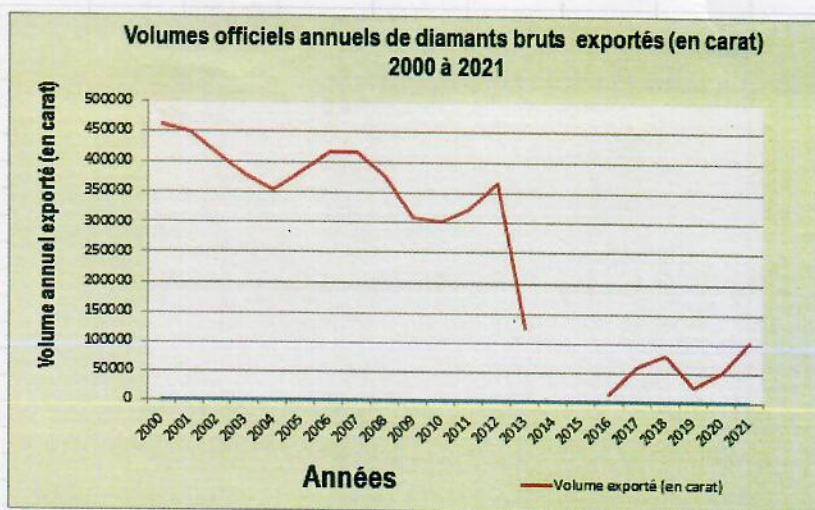
Exportateur	Volume exporté (en carat)	% / Volume Total exporté
CCO	98018,65	94,57%
BADICA	2474,73	2,39%
SUD AZUR	1449,56	1,40%
DUNTA	737,93	0,71%
DIAMVILLE	504,57	0,49%
COMBES	278,42	0,27%
O&D	119,00	0,11%
CMK	65,15	0,06%



Source : CGIGSM – BECDOR

- Le tableau et graphique suivants montrent l'évolution des volumes de diamants bruts exportés par an, et les taux de croissance annuelle de 2000 à 2021.

Année	Volume exporté (en carat)	Accroissement
2000	461 004	
2001	449 270	-2,55%
2002	414 789	-7,68%
2003	378 000	-8,37%
2004	353 485,00	-6,49%
2005	383 295,00	8,43%
2006	415 529	8,41%
2007	417 881,00	0,52%
2008	377 210,11	-9,69%
2009	310 468,78	-17,69%
2010	301 557,62	-2,87%
2011	323 575,30	7,30%
2012	365 881,96	13,07%
2013	125 872,08	-65,60%
2014		-100,00%
2015		#DIV/0!
2016	12 641,05	#DIV/0!
2017	59 885,44	373,74%
2018	80 309,45	34,11%
2019	25 281,30	-68,52%
2020	50 410,60	99,40%
2021	103 648,01	185,61%



Source : DDRSC

2.3.2. Situation des exportations d'or.

Le tableau ci-dessous résume la situation de toutes les exportations d'or faites en 2020 par les différentes entités autorisées par la loi.

Tableau récapitulatif des volumes d'or exporté par dénomination, les valeurs taxables et les montants des taxes perçues

N°	Exportateurs	Raison Sociale	Volume d'Or Expertisée (en g)	Valeur Taxable VT (En FCFA)	TAXES			Total taxes 2,25%*VT (en F CFA)
					DS= 1,25%*VT	PDSM=0,50%*VT	REIF=0,50%*VT	
1	ALCHAR	Coopérative	1 454,10	24 719 700	308 996	123 599	123 599	556 193
2	AURUM INVEST RCA	Coopérative	735,92	12 510 640	156 383	62 553	62 553	281 489
3	CAMSONA	Coopérative	100,50	1 507 500	18 844	7 538	7 538	33 919
4	COMISCYA	Coopérative	7 854,41	133 524 970	1 669 062	667 625	667 625	3 004 312
5	EBEN-EZER	Coopérative	3 263,72	55 483 240	693 541	277 416	277 416	1 248 373
6	KOTAZO	Coopérative	394,60	6 708 200	83 853	33 541	33 541	150 935
7	O&D	Coopérative	35 096,02	591 172 440	7 389 656	2 955 862	2 955 862	13 301 380
8	ZEA MAI BE-BELE	Coopérative	507,50	8 627 500	107 844	43 138	43 138	194 119
9	AURELIA	Fonderie	4 200,49	76 956 420	961 955	384 782	384 782	1 731 519
10	GONGA	Fonderie	62 504,58	1 062 577 860	13 282 223	5 312 889	5 312 889	23 908 002
11	IBIGOLD	Fonderie	3 187,60	54 189 200	677 365	270 946	270 946	1 219 257
12	KOTTO MINES	Fonderie	187 752,82	3 217 732 510	40 221 656	16 088 663	16 088 663	72 398 981
13	SAWA-SAWA	Fonderie	184 375,34	3 158 030 090	39 475 376	15 790 150	15 790 150	71 055 677
14	SWISS GOLD VALUE	Fonderie	309 802,87	5 328 992 482	66 612 406	26 644 962	26 644 962	119 902 331
15	IMC	Société Minière	41 980,81	713 673 770	8 920 922	3 568 369	3 568 369	16 057 660
16	SEMIGA HW LEPO	Société Minière	14 670,66	220 059 900	2 750 749	1 100 300	1 100 300	4 951 348
TOTAL			857 881,94	14 666 466 422	183 330 830	73 332 332	73 332 332	329 995 494

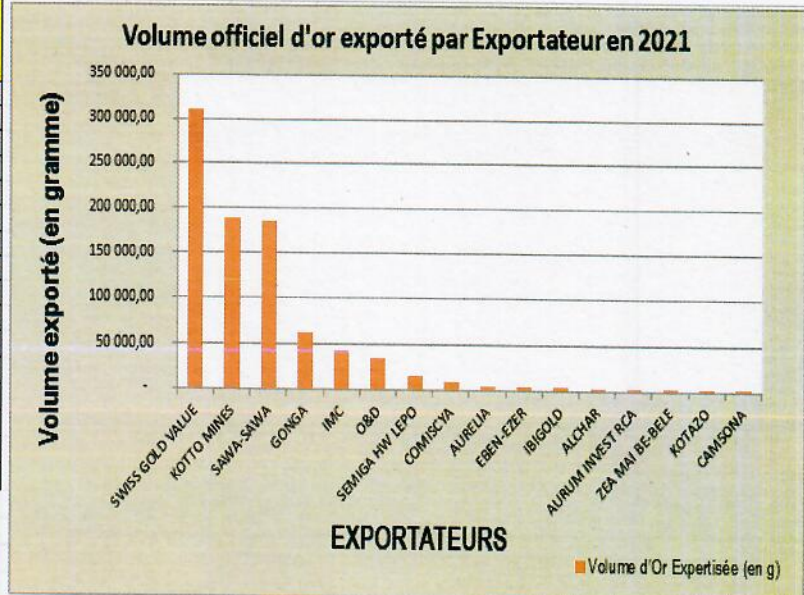
Source : CGIGSM – BECDOR

Pourcentage des volumes exportés par entité ou raison sociale

Raison Sociale	Volume Exporté (en grs)	Valeurs Taxables (en FCFA)	Taxes prélevées (en FCFA)	% par rapport au Volume Total Exporté
Bureaux d'Achat	0,00	0	0	0,00%
Coopératives	49 406,77	834 254 190	18 770 719	5,76%
Fonderies	751 823,70	12 898 478 562	290 215 768	87,64%
Sociétés Minières	56 651,47	933 733 670	21 009 008	6,60%
TOTAL	857 881,94	14 666 466 422	329 995 494	

Par rapport au volume annuel exporté par dénomination, ce tableau peut s'illustrer comme suit :

N°	Exportateurs	Volume d'Or Expertisée (en g)	% Par rapport au Volume officiel exporté
1	SWISS GOLD VALUE	309 802,87	36,11%
2	KOTTO MINES	187 752,82	21,89%
3	SAWA-SAWA	184 375,34	21,49%
4	GONGA	62 504,58	7,29%
5	IMC	41 980,81	4,89%
6	O&D	35 096,02	4,09%
7	SEMIGA HW LEPO	14 670,66	1,71%
8	COMISCYA	7 854,41	0,92%
9	AURELIA	4 200,49	0,49%
10	EBEN-EZER	3 263,72	0,38%
11	IBIGOLD	3 187,60	0,37%
12	ALCHAR	1 454,10	0,17%
13	AURUM INVEST RCA	735,92	0,09%
14	ZEA MAI BE-BELE	507,50	0,06%
15	KOTAZO	394,60	0,05%
16	CAMSONA	100,50	0,01%



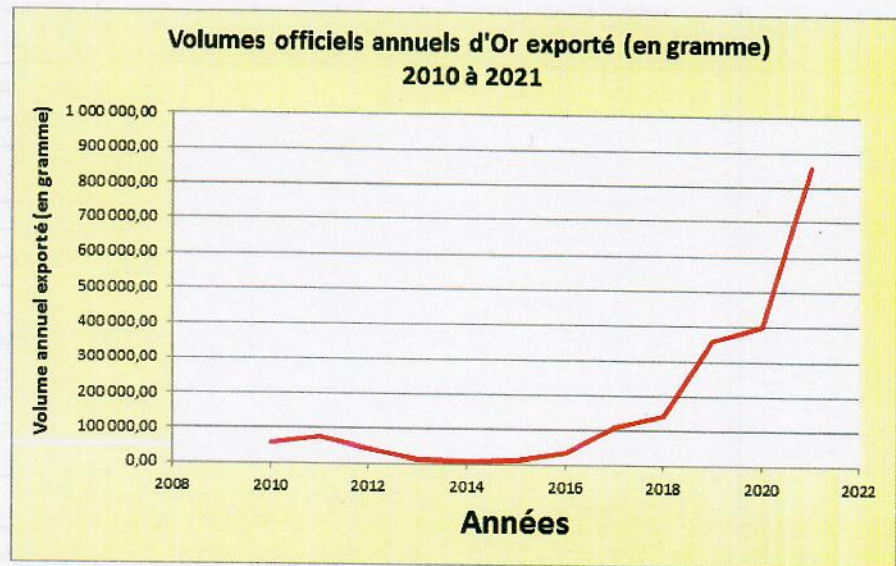
Source : CGIGSM – BECDOR

Volumes officiels et taux d'accroissement annuels d'or exporté de 2010 à 2021

Années	Volume officiel annuel exporté (en gramme)	Taux de croissance
2010	56 475,70	
2011	72 834,51	28,97%
2012	38 283,66	-47,44%
2013	11 034,10	-71,18%
2014	7 103,77	-35,62%
2015	8 102,63	14,06%
2016	32 934,78	306,47%
2017	108 036,87	228,03%
2018	141 808,27	31,26%
2019	358 914,69	153,10%
2020	401 147,45	11,77%
2021	857 881,94	113,86%

Le tableau et graphique suivants montrent l'évolution des volumes d'or exporté par an, et les taux de croissance annuelle, de 2010 à 2021.

Années	Volume officiel annuel exporté (en gramme)
2010	56 475,70
2011	72 834,51
2012	38 283,66
2013	11 034,10
2014	7 103,77
2015	8 102,63
2016	32 934,78
2017	108 036,87
2018	141 808,27
2019	358 914,69
2020	401 147,45
2021	857 881,94



Source : DDRSC

2.3.3. Des prévisions 2021 et taux de réalisation

Les tableaux ci-dessous montrent les prévisions 2020, calculées à partir d'analyse des résultats des années antérieures post-crise 2013, prenant en compte une éventuelle extension des zones conformes selon les critères du PK, mais aussi le redéploiement des centres secondaires d'achat dans les régions minières.

➤ Diamant :

	Nombre Exportations prévu	Volume Prévisionnel	Valeur Taxable VT estimée	Taux des Taxes appliqué= 4% * VT	Valeurs des Taxes et Impôts perçu (en F CFA)	Valeur moyenne au carat (en F CFA)
		(en carat)	(en F CFA)			
	50	100000	8 500 000 000	4%	340 000 000	85 000
Réalisation	18	103648,01	6 391 131 802		255 645 272	61 662
Taux de réalisation	36,00%	103,65%	75,19%		75,19%	72,54%

➤ Or :

	Nombre prévu des exportations	Volume Prévisionnel et réalisation	Valeur Taxable VT, prévisionnelle	Taux des Taxes appliqué = 2,25%VT	Valeur des Taxes et Impôts perçue	Valeur moyenne au gramme
		(en gramme)	(en F CFA)		(en F CFA)	(en F CFA)
Prévision	100	500000,00	8 250 000 000	2,25%	185 625 000	16 500
Réalisation	70	857881,94	14 666 466 422		329 995 494	17096
Taux de réalisation	70,00%	171,58%	177,78%		177,78%	103,61%

3.1. **Rappel des attributions du Service**

Ce service a pour attributions de :

- Centraliser et conserver les données géo scientifiques dans le domaine des analyses spatiales, les documents et les archives en matières des mines ;
- Tenir les statistiques des données de production commerciale et du fichier minier ;
- Gérer les fiches électroniques du domaine minier ;
- Assurer la maîtrise des outils informatiques de la Direction Générale des Mines.
- Dresser un rapport périodique des activités du service.

3.2. **Des perspectives 2020 liées aux attributions.**

- Définir des fiches de collecte des données et les vulgariser dans les Services de l'administration minière ;
- Centraliser toutes les données techniques de la DGM et des Directions Régionales des Mines ;
- Etablir périodiquement un Bulletin Statistique de toutes les données techniques engrangées.

3.3. **Des résultats des activités entreprises et en cours de réalisation.**

- Lors du déroulement des travaux de la « **commission ministérielle chargée de statuer sur les dossiers de renouvellement des Agents Collecteurs** » de février à mars 2020, le traitement des données statistiques contenues dans les bordereaux d'achat et vente par les collaborateurs en appui à la **DDRSC** avait permis de déceler des anomalies intelligemment organisée :
 - de fausses déclarations de vente ;
 - le non enregistrement de certaines grosses pierres à partir des croisements faits avec des « **messages portés des découvertes des pierres de poids supérieur à 5 carats** » ;
 - Etc.
- En ce jour, le Centre dispose d'un répertoire numérique, annuellement mis à jour, de tous les Agents Collecteurs agréés d'or et de diamants bruts en plus des fichiers des données statistiques de toutes les exportations, grâce à l'appui de deux (02) cadres géologues du ministère, en l'occurrence Messieurs **NGAMBESSO BERI Clément** et **LIPIA Apollinaire.**
- Grâce à l'appui du partenaire technique et financier DPAM, 230 bordereaux d'achat de diamants sont en cours de traitement, dont la supervision est assurée par les deux cadres précités. Les données recueillies feront l'objet d'une analyse

en vue d'orienter la sensibilisation des acteurs du secteur au respect des dispositions de la loi qui réglementent la commercialisation des pierres et métaux précieux.

4. Des appuis des partenaires techniques et financiers dans les réalisations.

Deux partenaires techniques et financiers ont soutenu, et continuent de soutenir les initiatives de petites réformes techniques au sein de la Direction. Il s'agit notamment du :

- Projet Droit de Propriété et Artisanat Minier (DPAM), sur financement de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) ;
- Projet pour le Renforcement de la Gouvernance dans les secteurs de l'extraction artisanale du Diamant et Or en République Centrafricaine, sur financement de l'Union Européenne.

4.1. Cadre d'appui du projet DPAM au sein du DDRSC.

Sur initiative de la **Direction des Données, de la Régulation et du Suivi de la Commercialisation**, DPAM a contribué de façon directe et substantielle dans l'organisation des assises ayant conduit à la validation de nouveaux formats des bordereaux d'achat d'or et diamants. En effet, ce projet a appuyé la DDRSC à utiliser la main d'œuvre de cinq (05) opérateurs de saisie dans le traitement des souches de 250 bordereaux d'achat de l'année 2019. Une formation sur le traitement et l'analyse des données saisies a été livrée à certains cadres du Département ainsi que les cinq (05) opérateurs de saisie. Une présentation de résultats d'analyse de ces données a été faite lors d'un atelier organisé par le **Directeur des Données, M. Christian OLOWI** et financé par le projet DPAM en présence de différents acteurs du secteur minier.

Cette action est une contribution dans l'effort inlassable de l'administration dans la lutte contre la fraude minière, et aussi dans l'effort de vouloir mettre en place des documents de traçabilité sécurisés, lisibles et contenant des informations nécessaires dans l'optique de mieux cerner les données enregistrées et de les apprécier à différents niveaux de la chaîne légale.

En 2020, une promesse de fournir au BECDOR des matériels d'expertise d'or a été faite par ce projet dans le cadre d'appui technique. Une revue des activités définies dans leur plan d'actions été faite, mais n'est pas encore mis à la disposition de différents services techniques du Département pour discuter ensemble sur les actions de leur mise en œuvre.

4.2. Cadre d'appui du projet GODICA au sein de la DDRSC.

Le projet GODICA est à pieds d'œuvre avec la DDRSC dans le cadre des réformes entreprises, visant entre autres, à former et renforcer la capacité des Experts Evaluateurs du Ministère des Mines et de la Géologie.

Pour ce fait, GODICA a engagé un bureau d'études international anglais, **Diamond Consellor International (DCI)**, spécialisé en évaluation de diamants pour accompagner la DDRSC dans sa compréhension du marché du diamant, l'établissement et la mise à jour régulière d'un nouveau barème national (auquel les évaluateurs du BECDOR doivent se conformer). Un projet de renforcement des procédures d'évaluation est aussi à l'ordre du jour.

Une première mission de diagnostic, fait par un Expert du DCI, en l'occurrence **M.Luke MARRIOT** a eu lieu au courant du mois d'octobre 2020. Cela a permis à notre administration de répondre à une préoccupation relative à la révision de la mercuriale de diamant, en vue de pouvoir l'adapter au contexte du marché international ébranlé par la pandémie à COVID-19. La résolution prise à l'issue de cette première mission, a validé la mise en route d'une seconde mission d'une Expert de ce même bureau d'études, en ayant comme objectif d'organiser des séances de formation et de renforcement des capacités des Experts Evaluateurs du Ministère.

Dans ce cadre d'appui, six (06) Experts Evaluateurs du BECDOR ainsi que neuf (09) cadres des mines ont reçu une formation cohérente de base en évaluation de diamants bruts. Il est envisagé, après avoir disposé d'une connaissance approfondie sur l'utilisation de la liste des prix, il sera adopté la classification DCI dans les procédures des exportations de diamants bruts centrafricains.

Par ailleurs, GODICA a fourni de petits matériels d'évaluation et d'expertise au BECDOR, lors de la cérémonie de remise de certificat aux apprenants en évaluation de diamants bruts en date du 06 décembre 21, sous la présidence du Directeur de Cabinet, Représentant personnel du Ministre en Charge des Mines et de la Géologie, empêché, les Représentants de l'UE et les cadres désignés du Ministère.

Il est en outre important de mentionner que, suite aux divers constats faits par les différents experts et structures internationaux de surveillance sur le commerce des substances minières extraites en République Centrafricaine, le secteur minier est proie à la fraude et contrebande minières grandissantes. Des études de diagnostic, conjointement menées par certains cadres du Ministère en Charge des mines, le projet DPAM et International Peace Information Service (IPIS), un institut de recherche indépendant qui fournit aux acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux des informations et des analyses pour bâtir une paix et un développement durables en Afrique subsaharienne, ont cartographié les couloirs de sorties en contrebande d'importante quantité de diamants bruts et or par des acteurs véreux, mercenaires voire certains éléments des contingents onusien qui ont pour mission d'aider la RCA dans les processus de pacification du pays.

5. Défis majeurs.

Dans le souci de restaurer l'autorité de l'Etat dans sa plénitude en vue d'atténuer la fraude et la contrebande minière, trois grands défis majeurs sont relevés :

- la compréhension de la véracité des résultats des enquêtes de moralité faites en association avec les Officiers de Police Judiciaire ;
- augmentation du nombre des Experts Evaluateurs des pierres, métaux précieux et semi-précieux du Ministère, à travers une politique d'identification des cadres ayant des aptitudes et moralité requise de recevoir des formations et renforcements des capacités dans ce sens ;
- adoption d'un système des prix (mercuriale) à l'exportation des pierres, métaux précieux qui suit les tendances du marché international ;
- réhabilitation du Centre de Gestions des Informations Géo-scientifiques et des Statistiques Minières. Le renforcer en équipement et ressources humaines.

CONCLUSION :

Malgré le contexte difficile lié à l'insécurité et à la pandémie à COVID-19, la *Direction des Données, de la Régulation et du Suivi de la Commercialisation* a fait des avancées significatives e 2021, en termes de résultats par rapport aux volumes des exportations officielles et bien d'autres activités qu'elle a initié qui sont soutenues par la hiérarchie et les partenaires techniques et financiers cités dans ce présent rapport.

En effet, la croissance des volumes des exportations des diamants et or de cette année a été à l'actif, de certains acteurs de collectes, qui ont pris conscience suite à des sensibilisations, et qui ont eu à réaliser des achats dont les produits sont vendus en respectant les dispositions prévues par la Loi et le cadre opérationnel du PK en ce qui concerne les diamants bruts. La technique d'approche de la DDRSC à l'endroit des acteurs dans la chaîne légale de la commercialisation et l'allègement de certaines exigences du Cadre Opérationnel du PK ont favorisé l'atteinte de ces résultats. Une sincère collaboration dans un esprit d'équipe, un management de motivation et de respect d'éthique professionnelle, permettront de relever les grands défis auxquels le Département en Charge des Mines et de la Géologie est confronté.